

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6313>



La Zad et la guerre civile mondiale

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Violences policières -



Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

9 avril 2018 / Hervé Kempf (Reporterre).

L'offensive du gouvernement contre la Zad vise à détruire la possibilité de vies alternatives. Et s'inscrit dans une tendance mondiale des classes dirigeantes néo-libérales à imposer un pouvoir fort.



2.500 gendarmes mobiles, des véhicules blindés, des hélicoptères, des camions, des bétailères... ainsi que quelques centaines de CRS à Nantes et à Rennes, pour couvrir l'arrière... la France sera lundi 9 avril en guerre. Contre qui ? Contre quelques deux cents personnes, vivant dans un paysage de bocage où ils font du pain, de la bière, du maraîchage, et bricolent, discutent, lisent, vont et viennent. L'appareil militaire de la France, qui intervient au Mali, en Syrie, en Irak - sans que le Parlement en débâte, contrairement à ce que prescrit l'article 35 de la Constitution -, s'apprête donc à se déployer sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes.

On sait la logique apparente de cette opération que tout être sensé considérerait comme la manifestation la plus aigüe d'un grand délire : après avoir cédé devant une lutte populaire en abandonnant le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement veut signifier sa force en expulsant des « *occupants illégaux* ». Il méprise les procédures qui encadrent rigoureusement la procédure d'expulsion, il rejette sans discussion la proposition de gestion collective de terres entretenues depuis dix ans par ces occupants, et il n'a pas le moindre projet concret d'utilisation de cette zone à l'écologie unique et préservée précisément grâce à celles et ceux que MM. Macron, Philippe, Collomb et Hulot veulent chasser.

Ce brillant quatuor pourra ainsi, grâce aux images et aux commentaires complaisamment relayés par les médias de MM. Niel, Drahi, Bolloré, Dassault, Lagardère, Bouygues, et tutti quanti, montrer à l'opinion ce que signifie « *l'ordre* » et indiquer aux divers mouvements sociaux qui bouillonnent dans le pays ce à quoi ils peuvent s'attendre.

Ce qu'ont pour mission d'abattre les 2.500 robocops, c'est la possibilité de vivre autrement

Mais ce n'est pas ce seul effet politique que cherchent M. Macron et ses sbires. La disproportion des moyens employés indique que ce que qui se vit à la Zad menace l'ordre néo-libéral dont ils sont les chantres brutaux : la possibilité d'exister autrement, de chercher la coopération plutôt que la compétition, de s'organiser sans hiérarchie entre les êtres, de régler les conflits sans police ni justice, de partager le commun en harmonie avec ce qu'on appelle la nature, de subsister sobrement, de sortir de l'assujettissement de l'argent... Y arrive-t-on sur la Zad ? On ne peut le dire. Mais on essaye vraiment, et de nombreux faits attestent qu'il y a bien là une magnifique alternative, une fenêtre ouverte dans le mur asphyxiant du capitalisme. Ce qu'ont pour mission d'abattre les 2.500 robocops envoyés par le président banquier, c'est la possibilité de vivre autrement.

Il faut aller encore plus loin. Ce qui se passe à Notre-Dame-des-Landes s'inscrit dans une guerre générale menée par l'oligarchie contre les peuples. L'actualité la plus immédiate vient de nous montrer comment le porte-parole des pauvres du Brésil, Lula, a été emprisonné au terme d'une ahurissante procédure, ou comment l'État israélien tue des manifestants et des journalistes dans la bande de Gaza. Ce ne sont que les derniers éclats d'une vague mondiale continue d'autoritarisme de la part des classes dirigeantes. Presque toute l'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine, Pérou, Guatemala,...) est passée sous la coupe de régimes durs qui appliquent la recette néo-libérale. En Chine, le président Xi Jinping a récemment renforcé son pouvoir. En Russie, Poutine règne en étouffant toute opposition. Aux États-Unis, Trump poursuit sa politique de dérégulation financière et environnementale sans contre-pouvoir réel. En Égypte, aux Philippines, en Pologne, en Inde, dans des dizaines de pays, on retrouve cette combinaison d'un pouvoir fort, défendant les intérêts de l'oligarchie, et détruisant l'environnement au nom de la croissance. De plus en plus, l'Europe évolue vers ce nouveau modèle d'oligarchie autoritaire. C'est en fait une guerre civile mondiale qui se déroule, une guerre que mènent les classes dirigeantes contre des peuples hébétés par la mondialisation, et contre les fractions qui parviennent encore à s'opposer à la stratégie du choc suivie par les capitalistes.

80 tonnes de CO2 par an : les vrais criminels

Un chiffre indique l'enjeu de ce qui n'est pas seulement une lutte sociale, mais bien une guerre à propos de l'avenir de l'humanité sur une planète en proie à une crise écologique historique : les membres du groupe des 1 % les plus riches du globe émettent en moyenne chaque année 80 t de CO2, soit neuf fois plus que la moyenne de la population mondiale (6,2 t). Autrement dit, les plus riches sont les plus pollueurs. Et vue la gravité du changement climatique et de ses impacts prévisibles, on peut dire que ces émetteurs de 80 t de CO2 par an sont véritablement des criminels.

Ce que promeuvent les oligarchies, c'est la possibilité de maintenir un système où elles nuisent à l'intérêt général. Car le coeur de l'intérêt général, en ce début du XXIe siècle, est la question écologique, dont l'issue commande les conditions d'existence de l'humanité. Il est presque ironique que leur attaque du moment vise un lieu où précisément on cherche à trouver des voies pour "vivre d'une façon qui n'altère pas le climat."

Voilà pourquoi MM. Macron, Philippe, Collomb et Hulot, qui préservent les intérêts des membres des 80 tonnes par an, sont eux aussi criminels, et voilà pourquoi il faut défendre la Zad.